



Conseil de sécurité

**Distr.
GENERALE**

**S/22041
2 janvier 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS**

NOTE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

La lettre ci-jointe, datée du 2 janvier 1991, a été adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'observation de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à la demande formulée dans cette lettre, le texte en est distribué comme document du Conseil de sécurité.

ANNEXE

Lettre datée du 2 janvier 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'observation de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le message de Nouvel An pour 1991 (partie concernant la réunification nationale) du grand leader Kim Il Sung, Président de la République populaire démocratique de Corée.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre, ainsi que du message qui y est joint, comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

Observateur permanent adjoint

(Signé) HO Jong

APPENDICE

Texte du message de nouvel an du Président Kim Il Sung pour 1991 (partie concernant la réunification nationale)

L'année qui s'achève a été fertile en événements : la nation tout entière a fait des progrès magnifiques vers l'objectif de réunification avant la fin de la décennie et a entamé un nouveau chapitre dans l'histoire de la lutte nationale menée pour la réunification.

Le 15 août 1990 s'est tenue une conférence historique, la Conférence pan-nationale, qui a retenu l'attention et incarné les espoirs de nos compatriotes au Nord, au Sud et à l'étranger; par ailleurs, des réunions, des dialogues et des festivals de réunification ont été organisés à Pyongyang, à Séoul et à l'étranger par des personnalités du monde politique et social, des sports et des arts, ainsi que par des particuliers de toutes conditions sociales. Ces manifestations, qui augurent bien de l'avenir, ont été accueillies avec plaisir par la nation tout entière et ont manifesté vis-à-vis du monde la ferme volonté de réunification qu'a notre nation. Les sentiments fervents d'unité nationale qui se sont manifestés, faisant fondre la glace de la division et de l'affrontement, ont montré que la politique anticommuniste d'affrontement, qui engendrait méfiance et discorde au sein de la nation, est en train de disparaître pour être remplacée par la noble doctrine de la grande unité nationale. En particulier, la constitution l'année dernière de l'Alliance pan-nationale pour la réunification a été un succès remarquable, remporté grâce à la lutte inlassable des forces patriotiques de réunification dans le Nord, au Sud et à l'étranger. C'est là un événement d'importance historique qui consolide les forces internes de réunification nationale et développe et renforce le mouvement pour la réunification.

En ce jour du Nouvel An, la nation coréenne tout entière est fermement résolue à continuer de progresser sur la voie de l'unité nationale et de la réunification du pays, escomptant avec une confiance renouvelée le jour de la réunification nationale.

Nous ne devons pas laisser la division de notre pays durer plus d'un demi-siècle : il faut que, dans quelques années, l'objectif historique de la réunification nationale soit réalisé.

Si l'on veut hâter la réunification nationale, le plus urgent est d'instaurer la paix dans la péninsule coréenne et de créer les conditions pacifiques nécessaires à la réunification.

La paix est l'idéal universel de l'humanité, et elle est particulièrement précieuse pour notre nation. Si la guerre éclate maintenant dans notre pays, comme elle risque à tout moment de le faire, c'est l'existence même de la nation qui sera mise en danger, sans parler de la réunification. Le maintien de la paix est la question la plus pressante qui doit être réglée par le Nord et par le Sud en vue de la réunification et du bien-être de la nation.

Nous avons toujours attaché une importance primordiale à la question de la paix dans notre pays et nous n'avons ménagé aucun effort à cette fin.

Sincèrement désireux d'instaurer la paix dans la péninsule coréenne et de préparer la réunification pacifique, nous avons déjà, en 1988, fait une proposition globale de paix, envisageant l'adoption d'une déclaration de non-agression entre le Nord et le Sud, la conclusion d'un traité de paix entre la République populaire démocratique de Corée et les Etats-Unis, une importante réduction des forces armées du Nord et du Sud et un retrait progressif des forces et des armes nucléaires des Etats-Unis qu se trouvent en Corée du Sud. L'année dernière, lors des entretiens de haut niveau entre le Nord et le Sud, nous avons avancé d'importantes propositions en vue de régler la question de la non-agression et proposé d'autres mesures effectives visant à mettre fin à l'affrontement militaire.

Or, les Etats-Unis et les autorités de la Corée du Sud ne répondent pas de façon positive à nos efforts sincères; loin de vouloir régler la question de la paix et la question militaire, ils accroissent considérablement leurs armements. Comme le montrent les comptes rendus des entretiens de haut niveau entre le Nord et le Sud, alors que les autorités sud-coréennes parlent de "paix" et de "cessation de la guerre froide", elles refusent en fait d'adopter ne serait-ce que des mesures élémentaires pour maintenir la paix et continuent d'insister sur la notion de "priorité des échanges".

Nous estimons nous aussi qu'il est nécessaire de régler la question humanitaire des visites et des échanges, mais nous ne pouvons admettre que l'on tente de remettre à plus tard le règlement de la question de la paix, la question militaire, qui est plus pressante. En effet, pour que les visites dans les villes d'origine ou les échanges économiques aient un sens, il faut avant tout que les poignards dissimulés soient jetés et que les craintes d'invasion à partir du Sud, ou d'"invasion à partir du Nord" soient dissipées. Etant donné la situation dans notre pays, où le danger de guerre est très réel, éviter d'aborder la question militaire pour n'insister que sur les échanges de population revient en fait à souhaiter qu'il n'y ait pas de paix, pas de visite normale et pas d'échange de population. La position prise par les autorités sud-coréennes lors des récents entretiens de haut niveau entre le Nord et le Sud à propos de la question de l'adoption d'une déclaration de non-agression montre clairement qu'elles n'ont pas la moindre intention de régler la question de la paix.

L'adoption d'une déclaration de non-agression est le premier pas d'un processus permettant d'éliminer la méfiance et l'affrontement entre le Nord et le Sud et d'instaurer une nouvelle ère de paix et de réunification pacifique.

Ce sont les autorités sud-coréennes elles-mêmes qui ont proposé une déclaration de non-agression il y a longtemps déjà. Il n'y a donc aucune raison qu'elles s'y opposent aujourd'hui. Nous ne pouvons pas comprendre pourquoi les autorités sud-coréennes insistent sur une nouvelle condition préalable, l'"instauration de la confiance", et s'opposent avec entêtement à l'adoption d'une déclaration de non-agression. Ce préalable de l'"instauration de la confiance" n'est en fait qu'un prétexte utilisé par les autorités sud-coréennes pour éviter d'adopter la déclaration. Une déclaration de non-agression ne saurait venir après l'instauration de la confiance; c'est au contraire la base et la garantie la plus importante de l'instauration de la confiance.

Si les autorités sud-coréennes qualifient de "bout de papier" la déclaration de non-agression avant même qu'elle ne soit adoptée et disent qu'elles ne peuvent nous faire confiance, il n'y a en fait aucun sujet sur lequel elles peuvent s'entendre avec nous, et il est vain de vouloir même se parler. En refusant d'adopter une déclaration, les autorités sud-coréennes révèlent elles-mêmes que la non-agression dont elles se targuent est un mensonge et que la "crainte de l'invasion par le Nord" est une pure fiction.

Les autorités sud-coréennes ne doivent ni éviter ni remettre à plus tard l'élimination de l'affrontement militaire; elles doivent sans hésiter accepter d'adopter la déclaration de non-agression et mettre fin aux manoeuvres militaires communes dénommées "Team Spirit".

Les Etats-Unis, qui sont directement responsables de la question de la paix dans la péninsule coréenne, doivent étudier de bonne foi nos efforts sincères de paix et le désir brûlant de réunification nationale qui anime tout le peuple coréen, abandonner leur politique belliqueuse dangereuse fondée sur la force, conclure le plus tôt possible un traité de paix avec nous et retirer leurs forces et leurs armes nucléaires de la Corée du Sud.

Si l'affrontement militaire entre le Nord et le Sud disparaît et si les forces et les armes nucléaires américaines sont retirées de Corée du Sud, cela garantira l'instauration d'une paix durable dans notre pays et la création de conditions propices à la réunification pacifique du pays.

Pour hâter la réunification nationale, une question importante est de décider comment cette réunification doit être opérée.

Tant que l'on n'aura pas confirmé la méthode de réunification nationale, il sera dans la pratique impossible au Nord et au Sud de prendre des mesures concertées vers un objectif commun ou de résoudre les problèmes des pourparlers en vue de la réunification, même s'ils parlent tant et plus de réunification. Dans la mesure où la réunification est une question immédiate et non un sujet à examiner dans un avenir éloigné, le Nord et le Sud doivent convenir le plus tôt possible de la méthode à utiliser à cette fin et chercher à l'appliquer, répondant ainsi aux espoirs de tous nos compatriotes qui désirent ardemment la réunification.

Dans notre pays, où il existe deux systèmes différents, l'un dans le Nord et l'autre dans le Sud, il convient de réaliser la réunification nationale en formant une confédération - une nation, un Etat, deux systèmes et deux gouvernements - fondée sur le principe selon lequel aucune des deux parties ne conquiert l'autre ou n'est conquise par elle.

Cette méthode consiste à réaliser la réunification en établissant un Etat national uni coiffant deux systèmes et deux gouvernements différents dans le Nord et dans le Sud, qui restent tels qu'ils sont actuellement. Notre proposition de réunification par la constitution d'une confédération repose sur l'idée que deux systèmes différents et deux gouvernements différents peuvent coexister au sein d'un même Etat.

D'aucuns prétendent maintenant qu'il convient de rétablir une certaine "homogénéité" en vue de réunir le Nord et le Sud qui sont devenus "hétérogènes". Toutefois, les caractéristiques communes séculaires du Nord et du Sud, qui appartiennent, n'ont jamais changé; le Nord et le Sud sont encore homogènes sur le plan national. S'il existe entre eux quelque chose de différent, c'est une hétérogénéité qui tient au fait que deux systèmes coexistent depuis une quarantaine d'années; cette hétérogénéité ne compte guère quand on la compare à l'homogénéité nationale qui existe depuis des milliers d'années et a été renforcée au fil des ans. Les différences entre les deux systèmes ne sauraient être une raison de division ni un obstacle insurmontable à la réunification. Si la réunification est fondée sur les caractéristiques communes héritées de l'histoire, les deux systèmes peuvent coexister dans le cadre d'une même nation et d'un seul Etat uni. Refuser d'admettre cette possibilité et soutenir la "théorie de l'unification des systèmes" en un seul Etat et un seul système - en affirmant, comme raison de rétablir "l'homogénéité", que le pays doit nécessairement rester divisé tant que les systèmes ne seront pas unifiés - revient en fait à vouloir garder le pays divisé à jamais et, en dernière analyse, à refuser la réunification.

Nous pouvons certes laisser aux générations futures la question de l'unification des systèmes différents pour qu'elles la règlent doucement et sans heurts. Mais nous ne devons pas remettre plus longtemps la question de la création d'un Etat unifié, formé d'une nation unique, transcendant les disparités entre les philosophies et les systèmes.

Lorsqu'il existe deux systèmes différents et deux gouvernements différents au Nord et au Sud et qu'aucun des deux ne veut céder à l'autre, il n'est pas possible de les unifier en un seul système et il n'est pas possible non plus de prévoir quand cela pourrait se faire. Qui plus est, établir un système unique suppose que l'une des parties absorbe l'autre, quelles que soient les méthodes utilisées, si bien que le résultat est inacceptable aux deux parties. Si l'une des parties cherche à imposer quelque chose à l'autre par la force, cela ne manquera pas d'aggraver la méfiance et l'affrontement et, bien plus, de provoquer des conflits et une catastrophe nationale irréparable.

Récemment, séduites par la méthode de la fusion par l'absorption pratiquée par un pays étranger, les autorités sud-coréennes ont commencé à rêver d'appliquer également cette méthode à notre pays en comptant sur des forces étrangères, par une diplomatie d'instances, dans le cadre de ce qu'elles appellent la "politique à l'égard du Nord". Elles demandent à d'autres pays d'intervenir afin d'imposer leur point de vue à l'autre partie, au lieu de faire preuve de bonne foi dans les pourparlers avec les membres de la même nation. C'est là une manifestation de leur mentalité et de leur attitude de flagornerie, visant à garder le pays divisé à jamais, et de leur volonté d'appliquer, malgré ses échecs passés, la politique de "réunification par la victoire sur le communisme".

Dans notre pays, cette idée est une pure chimère qui ne deviendra jamais réalité. L'histoire a déjà prouvé que notre pays ne peut être réuni par l'absorption d'une partie par une autre, que ce soit par la guerre ou par des moyens pacifiques. Les autorités sud-coréennes doivent bien comprendre que la position indépendante de notre parti et du Gouvernement de notre république est inébranlable et que le socialisme que nous avons construit sur la base de la doctrine du Chuche est invincible.

La réunification par la création d'une confédération fondée sur une nation, un Etat, deux systèmes et deux gouvernements est celle qui convient à la situation actuelle de notre pays. La seule façon rapide de réunifier pacifiquement le pays en mettant fin à la division nationale et en réconciliant et unifiant le Nord et le Sud dans le cadre d'une nation homogène consiste à appliquer ce principe fondamental.

Nous avons déjà proposé la création d'une République démocratique confédérée de Koryo comme moyen de réunification fédérale, fondée sur une nation, un Etat, deux systèmes et deux gouvernements. Cette proposition a reçu l'appui et l'approbation actifs de vastes groupes de nos compatriotes en Corée du Sud et à l'étranger, pour ne rien dire du peuple de la moitié Nord de la République.

A notre avis, la création de la République de Koryo est une idée équitable qui peut servir de base à un accord national en vue de la réunification nationale. Cela dit, désireux que l'ensemble de la nation puisse s'entendre plus facilement sur cette proposition, nous sommes prêts à envisager la question d'un processus progressif et intégral de réunification par la voie d'une confédération, en octroyant provisoirement des pouvoirs accrus aux gouvernements autonomes régionaux de la République confédérée et en renforçant par la suite les fonctions du gouvernement central.

En ce qui concerne la question de l'admission à l'ONU, nous estimons qu'il vaut mieux que le pays soit admis sous un seul nom après la réunification par la constitution d'une confédération. Toutefois, à condition que les deux parties soient admises à l'ONU comme un seul membre, nous n'aurions pas d'objection à devenir membre de l'ONU même avant la réunification.

Réunifier le pays en fondant la République de Koryo permettra de répondre au désir ardent de réunification de la nation, sans léser les intérêts de l'une ou l'autre des parties, et de montrer au monde la détermination et l'orgueil d'une nation unie.

Si elles sont véritablement désireuses de voir se réaliser la réunification nationale, les autorités sud-coréennes ne doivent pas rêver de "réunification par la victoire sur le communisme", qui est impossible, et elles ne doivent pas tromper la population en brandissant le spectre de "la réunification par l'imposition du communisme". Elles doivent au contraire accepter notre proposition de réunification par la constitution d'une confédération, qui ne prévoit ni "la victoire sur le communisme" ni "l'imposition du communisme", et n'envisage d'"invasion" ni du Sud ni du Nord.

En vue de parvenir à un accord national sur la méthode de réunification, nous proposons qu'une conférence consultative politique de réunification nationale ait lieu le plus tôt possible, au cours de laquelle les autorités et les représentants des partis et organisations politiques du Nord et du Sud décideront de la méthode à suivre.

Afin de hâter la réunification nationale, il convient de réaliser la grande unité de toute la nation.

La réunification nationale est une tâche que personne ne peut réaliser à notre place; c'est la cause de l'ensemble de la nation et elle ne peut être réalisée uniquement par les autorités ou les classes privilégiées. Tous les partis politiques, toutes les organisations et tous les particuliers de toutes conditions sociales, dans le Nord, dans le Sud et à l'étranger, qui rejettent l'idée des "deux Corée" et souhaitent véritablement la réunification nationale doivent joindre leur volonté et leurs efforts et réaliser une grande unité nationale en faisant passer avant tout les besoins et les intérêts de la nation.

Pour cette grande unité nationale, il faut éviter de faire des distinctions entre partis au pouvoir, partis d'opposition et personnalités qui ne font plus partie de la vie politique, de traiter les minorités différemment de la majorité, ou de reprocher aux individus leurs opinions politiques et leurs erreurs passées; il faut au contraire s'abstenir de toute méfiance et de tous préjugés à l'égard autrui. Les forces politiques de chaque parti et de chaque groupe et les personnes de toutes conditions qui désirent la réunification nationale doivent concilier leurs politiques et leurs actions, et s'entraider et se soutenir sur le front commun de la réunification en vue de former un mouvement de masse dynamique pour la paix et la réunification.

Pour réaliser la grande unité nationale, il est particulièrement important aujourd'hui que les hommes d'Etat du Nord et du Sud se rencontrent, dialoguent et renforcent leur confiance mutuelle. Alors que les dialogues se poursuivent entre autorités et que les particuliers de toutes conditions désirent eux aussi se parler, il est honteux que les hommes d'Etat, qui assument une lourde responsabilité pour le destin de la nation et l'avenir du pays, restent les bras croisés, sans supprimer la barrière qui les sépare. Nous rencontrerons les membres du parti au pouvoir ainsi que ceux des partis d'opposition et les anciennes personnalités politiques en Corée du Sud dans le cadre de n'importe quelle forme de dialogue, qu'il soit bilatéral ou multilatéral, et nous garderons ouvert à tous le dialogue pour la réunification.

Les entretiens entre les autorités du Nord et du Sud ne peuvent être les seuls moyens de communication Nord-Sud. Les autorités sud-coréennes doivent abandonner leur attitude éstriquée et arrogante, interdisant les contacts entre particuliers sans pour autant promouvoir des entretiens de haut niveau entre le Nord et le Sud; elles doivent abolir les "lois" hostiles au Nord, mettre immédiatement en liberté ceux qui ont été arrêtés et emprisonnés parce qu'ils s'étaient rendus dans le Nord ou nous avaient rencontrés à l'étranger pour parler de réunification, et permettre à tous les Sud-Coréens également de prendre contact avec le Nord et de s'entretenir librement avec le Nord.

La réunification représente le patriotisme et la division, la trahison nationale. Tous les Coréens, au Nord, au Sud et à l'étranger, qui aiment leur pays et leur nation, doivent faire échec à toutes les tentatives faites pour garder le pays divisé à jamais et doivent participer ensemble à la lutte sacrée de réunification nationale; ils doivent faire de cette année qui commence une année de détente et de paix, une année de réconciliation et d'unité, une année marquant une étape nouvelle dans le processus de réunification nationale.
